



# Funestes destins collectifs ? La « grande claque » des années 80 dans le Nord-Pas-de-Calais

Josette Brassart, Christophe Niewiadomski, Michel Autès

DANS **LE SUJET DANS LA CITÉ** 2015/1 Actuels N° 4 , PAGES 151 À 163

ÉDITIONS **L'HARMATTAN**

ISSN 2112-7689

ISBN 9782343060149

DOI 10.3917/lhdlc.hso4.0151

Date de mise en ligne : 26/03/2015

Article disponible en ligne à l'adresse

<https://shs.cairn.info/revue-le-sujet-dans-la-cite-2015-1-page-151?lang=fr>



Découvrir le sommaire de ce numéro, suivre la revue par email, s'abonner...  
Scannez ce QR Code pour accéder à la page de ce numéro sur Cairn.info.



**Distribution électronique Cairn.info pour L'Harmattan.**

Vous avez l'autorisation de reproduire cet article dans les limites des conditions d'utilisation de Cairn.info ou, le cas échéant, des conditions générales de la licence souscrite par votre établissement. Détails et conditions sur [cairn.info/copyright](http://cairn.info/copyright).

Sauf dispositions légales contraires, les usages numériques à des fins pédagogiques des présentes ressources sont soumises à l'autorisation de l'Éditeur ou, le cas échéant, de l'organisme de gestion collective habilité à cet effet. Il en est ainsi notamment en France avec le CFC qui est l'organisme agréé en la matière.

## FUNESTES DESTINS COLLECTIFS ? LA « GRANDE CLAQUE » DES ANNÉES 80 DANS LE NORD-PAS-DE-CALAIS

**Josette BRASSART**  
**Christophe NIEWIADOMSKI**  
**Michel AUTÈS**

Notre contribution s'appuie sur les propos recueillis à l'occasion d'une recherche s'inscrivant dans le cadre du programme « chercheurs-citoyens » initié par le Conseil régional du Nord-Pas-de-Calais. Cette recherche, intitulée « Travail, santé et précarité. Interroger l'expérience des usagers et les conditions contemporaines d'exercice des métiers du soin et du travail social en région Nord-Pas-de-Calais », débutée fin 2012, doit se poursuivre jusqu'en 2016. Les chercheurs et partenaires impliqués dans ce programme s'attachent actuellement à recueillir, au sein de groupes restreints, la parole vive de citoyens et d'acteurs « de première ligne » travaillant dans le champ de la santé, du travail social, de l'insertion sociale et de la lutte contre les exclusions, afin d'analyser les éventuelles difficultés qu'ils rencontrent.

Ces professionnels, depuis plusieurs années, sont en effet confrontés à l'accompagnement de publics de plus en plus affectés par l'affaiblissement de la société salariale, la désaffiliation sociale, la montée des précarités, mais également par l'incidence des modifications législatives et organisationnelles qui pèsent aujourd'hui sur leur exercice professionnel. La conjonction de ces phénomènes contribue à faire émerger de nouveaux contextes d'exercice qui obligent ces praticiens à repenser les modalités de leurs interventions mais également les formes d'une implication professionnelle qui ne fait parfois plus sens. Apparaissent alors des phénomènes de découragement, de stress, voire de souffrance au travail d'autant plus délétères que les espaces dans lesquels ces professionnels pourraient échanger autour de ces questions tendent à se

raréfier. Afin de réaliser un état des lieux de ces questions, cette recherche s'emploie donc à réaliser une étude qualitative sur les territoires de la région afin d'obtenir une représentation plus précise de ces situations du point de vue des usagers et du côté des professionnels chargés de les accompagner<sup>1</sup>. Enfin, outre le souci de production et d'analyse des données recueillies, la spécificité de cette recherche, conformément aux attentes de l'appel d'offre du Conseil régional, est de chercher à relier les préoccupations de chercheurs, de laboratoires, et de partenaires de la société civile par un partenariat privilégiant les programmes dits de « recherche-action », c'est-à-dire susceptibles de produire des effets significatifs sur les terrains où ils sont mis en œuvre.

Nous avons choisi de présenter ici les premiers résultats d'une série d'entretiens biographiques réalisés auprès d'une dizaine d'habitants du bassin d'emploi du Hainaut<sup>2</sup>. Il ne s'agit pas ici de professionnels de santé ou de l'insertion sociale, mais plutôt de personnes actuellement pour la plupart retraitées, usagers des services publics. Les enquêtes déjà réalisées auprès des habitants de ce bassin d'emploi montrent que les souffrances et les précarités qui s'y déploient depuis plusieurs décennies doivent non seulement être mises en relation avec des facteurs économiques, mais également avec un ensemble de valeurs culturelles et de représentations issues d'un monde ouvrier qui a concerné la majorité des habitants de cet arrondissement au cours du siècle précédent. Les traits les plus saillants de cette culture de territoire s'organisent autour des valeurs du travail, d'une conception de la solidarité qui déborde le cadre de la vie professionnelle, mais également de la difficulté à parler de soi et d'un relatif « fatalisme », en particulier par rapport à la maladie et à la mort<sup>3</sup>. Ces entretiens de groupe, d'une durée de trois heures chacun, se sont déroulés au cours de cinq séances de trois heures et sur une durée d'environ deux mois. Le dispositif de groupe est destiné à favoriser la parole des participants, le croisement des informations recueillies et l'étude des phénomènes éventuels de conscientisation collective produits par le cadre utilisé.

<sup>1</sup> 15 groupes d'une dizaine de personnes ont déjà été interrogés sur ce territoire et nous disposons actuellement d'un corpus d'environ 800 pages d'entretiens.

<sup>2</sup> La région du Hainaut est située au sud-est de la métropole lilloise, à proximité de Valenciennes, en bordure de la frontière belge.

<sup>3</sup> Voir à ce propos Brassart & Niewiadomski (2008).

Les personnes interrogées ont particulièrement insisté sur une période de l'histoire de la région qui a marqué leurs existences d'employés, de commerçants, de cadres, d'enseignants, de représentants de l'État. En effet, entre 1960 et 1990, suite aux restructurations des secteurs du textile, de la mine, de la sidérurgie et de la métallurgie, la région Nord-Pas-de-Calais a subi une vague de licenciements massifs. Dans le bassin d'emploi du Valenciennois, l'activité des grands groupes industriels tels que les Houillères du Bassin du Nord et du Pas-de-Calais ou encore le groupe Usinor-Vallourec, se sont trouvés au cœur des restructurations qui ont bouleversé la vie économique et sociale de la région. C'est cette histoire que nous racontent les habitants rencontrés et qui permet de mieux contextualiser quelques-unes des difficultés que connaissent aujourd'hui les professionnels de l'aide à autrui.

## Une période d'espoir en l'avenir de courte durée

Pour l'ensemble des participants, les événements de Mai 68 ont joué un rôle considérable et vont faire naître un espoir sans précédent d'amélioration des conditions de vie des habitants de la région. À cette époque, plusieurs grosses entreprises de l'arrondissement peuvent être considérées comme « des forteresses ouvrières » où persiste encore l'esprit du front populaire de 1936 (Frémoutier, 1971, p. 197). Les salariés vont y déclencher plusieurs occupations d'usines, relayant ainsi les attentes d'une classe ouvrière particulièrement importante dans la région. Malgré les accords de Grenelle qui portent en partie sur l'application des 40 heures dans les entreprises, la durée du temps de travail dans la plupart des groupes industriels de la région est de 42 heures, voire de 45 heures par semaine. Entre 1966 et 1972, des luttes vont être conduites afin d'obtenir une réduction du temps de travail et une amélioration significative des conditions d'exercice des salariés. La pénibilité du travail est en effet importante : le bruit, les transmissions d'ordres hurlés, le rythme de production effréné marquent la vie des salariés. Les accidents de travail sont fréquents. Les poussières d'acier, de charbon et d'amiante planent en permanence dans les ateliers et dans les lieux de pause<sup>4</sup>.

<sup>4</sup> Le Nord-Pas-de-Calais est actuellement la région de France la plus touchée en matière de cancer des voies aéro digestives supérieures et l'arrondissement de Valenciennes détient le sinistre record du secteur géographique le plus affecté par cette maladie. Cf. Brassart & Niewiadomski (2008).

Par ailleurs, les villes où résident les familles sont étroitement liées au fonctionnement des entreprises. Familiales au début du vingtième siècle, ces dernières deviennent bientôt d'importants groupes industriels qui vont influencer considérablement sur le développement local. Près des grands sites industriels, l'organisation sociale des villes est fonction de la vie des entreprises. Au rythme des sirènes et des coulées d'acier qui illuminent la nuit des cités, des départs agités et bruyants des travailleurs à la gare des mines, l'ordre industriel domine le territoire et structure la vie politique, économique et sociale. Les quartiers sont construits en fonction des besoins de production et ce sont les industries qui font construire logements, espaces verts, églises, équipements sportifs, salles des fêtes... Un participant précise :

*« L'église, la piscine, les centres de soins, de loisirs et les complexes sportifs ainsi que les clubs étaient propriété des entreprises. Les gares des mines dans les villes appartenaient aux industries minières nationalisées, mais pas à la SNCF. Les grandes industries de la sidérurgie, de la métallurgie, avaient leurs propres écoles professionnelles et leurs formations qui débouchaient sur des diplômes qui n'avaient aucune valeur à l'extérieur de l'entreprise. Il s'agissait de diplômes généralement intransférables. Les réseaux sociaux des employés et leurs familles étaient liés à l'entreprise. De leur naissance à leur décès, les salariés y travaillaient, y étaient soignés, allaient à l'église de l'entreprise et s'inscrivaient dans le club de sport de loisirs de celle-ci. »*

Les populations des villes sont ainsi intégrées à un système clos, dont ils sont partie prenante. Néanmoins, entre 1960 et 1980, les comités d'entreprises et les villes rivalisent d'ingéniosité dans les réalisations et activités sportives, les sorties et les activités culturelles... En outre, l'école de la République jouait un rôle central dans la ville et dans le quartier. Un ancien proviseur précise :

*« À l'époque, pour les garçons, il était courant de suivre ce que faisait le père. On entrait à l'usine comme apprenti et l'on prenait sa place lorsque celui-ci partait en retraite. Les destins ouvriers étaient généralement très prévisibles. Cependant, lorsque les enseignants repéraient un élève prometteur, ils se déplaçaient au domicile des parents afin de les convaincre de laisser leurs enfants "continuer à l'école". Par ailleurs, l'Éducation nationale avait mis en place un système de cours du soir assez efficace qui permettait aux habitants occupant un emploi, ou demandeurs d'emplois, de se former le soir, dans les centres gratuits ouverts à toute la population. À cette époque, l'école et les dispositifs de formation pouvaient jouer un rôle d'ascenseur social... »*

Cette période d'espoir en un avenir meilleur sera pourtant de courte durée...

L'abandon du bassin minier<sup>5</sup>, décidé dès 1970, entraînera la suppression régulière de 5 000 postes par an. En quelques années, la zone industrielle du Valenciennois perd alors 30 % de son emploi. Ces premières suppressions seront bientôt suivies par celles du secteur sidérurgique, conséquence d'une crise économique sans précédent. En 1973, le groupe Usinor-Vallourec<sup>6</sup>, qui bénéficie pourtant d'importants financements publics alloués dans le cadre du plan sidérurgie mis en œuvre à partir de 1966<sup>7</sup>, connaît de graves difficultés. Les unités de production ferment les unes après les autres et, en 1979, Usinor-Denain, ainsi que d'autres unités industrielles du groupe sont définitivement arrêtées. 55 000 emplois disparaissent. C'est une période de luttes syndicales importantes et d'escalade des affrontements entre le monde ouvrier et les forces de l'ordre dont les participants gardent une mémoire vive.

## **Le délitement du tissu économique et social**

Au final, ce sont plus de 150 000 emplois qui vont être supprimés entre les années 1980 à 1990 dans l'industrie sidérurgique et métallurgique, dans les mines, le textile, la céramique... La disparition d'une multitude d'entreprises de la région résulte des conséquences de la fermeture de ces grands sites industriels dans d'autres domaines d'activité. Les secteurs de sous-traitance, d'approvisionnement, de services aux entreprises sont gravement touchés, laissant un bassin d'emploi industriel dévasté par l'ampleur d'un chômage massif, d'autant plus délicat à combattre qu'il affecte une population très territorialisée et disposant de compétences difficilement transférables. En outre, la reconversion promise aux salariés se fait attendre. Pour le plus grand nombre, elle ne sera finalement qu'un leurre.

<sup>5</sup>. En quelques années, de 1970 à 1980, les puits de mines de Denain, Anzin, Bruay-sur-Escaut, Fresnes, Douchy-les-Mines, Condé-sur-Escaut, Raismes etc., c'est-à-dire l'ensemble des puits de mines du Valenciennois, seront fermés. Ce sont 852 puits de mines, 7 usines à boulets, 13 cokeries, 14 centrales électriques qui disparaissent. Les Houillères du Bassin du Nord-Pas-de-Calais seront dissoutes le 31 décembre 1992.

<sup>6</sup>. À l'époque, le groupe Usinor-Vallourec, spécialisé dans la sidérurgie et la transformation de l'acier, emploie 55 000 salariés.

<sup>7</sup>. Le groupe touchera 620 millions de francs dont une partie importante ne sera jamais remboursée.

Ces suppressions d'emplois s'accompagnent par ailleurs de la fermeture des petits commerces de proximité. L'exemple donné par un participant, est emblématique :

*« Entre les années 1980-1990, lorsqu'a commencé la fermeture des céramiques, des lainières, des chaîneries, etc., j'ai vu la chute d'activité du salon de coiffure de ma mère qui employait à l'époque 4 ou 5 salariés. Petit à petit, il y a eu de moins en moins d'apprentis et d'employés pour finalement être contraint à la fermeture en 1995. Qu'il s'agisse de coiffeurs, de carrossiers, de garagistes, de marchands de primeurs..., tous les métiers du commerce ont été touchés. Il faut ajouter à ceci les fermetures des coopératives ouvrières, créées par des groupements d'habitants et gérées par des conseils d'administrations représentant des habitants. La trésorerie s'appuyait essentiellement sur les cotisations payées par les membres. Faute de moyens, ces coopératives, qui alimentaient personnes et lien social, ont finalement disparu. »*

Un autre participant, propriétaire d'un café tabac, commente :

*« À cette époque, j'ai vu arriver dans mon café un nombre impressionnant de personnes qui ne parvenaient pas à retrouver du travail et qui, désœuvrées, venaient au café pour consommer, parfois beaucoup, et retrouver un peu de chaleur humaine. »*

D'autres encore évoquent le sentiment de spoliation et d'injustice qui accompagne la fermeture de certaines usines. Celles-ci possédaient en effet des maisons, qu'ils louaient à leurs salariés et à leurs familles. Les directions avaient proposé, à l'occasion du licenciement de leurs employés, une prime dont le montant représentait exactement le prix des logements qu'ils occupaient pour un éventuel rachat. Nombre de salariés ont accepté cette proposition. Or, dans un certain nombre de cas, les actes de ventes n'étaient pas conformes à la loi et ces maisons ont finalement été « reprises » par un opérateur privé qui les a ensuite de nouveau louées aux ex-salariés restés dans les habitations qu'ils avaient rachetées mais dont ils n'étaient plus légalement propriétaire, sans que personne ne puisse faire réellement valoir leurs droits. À la perte des moyens de subsistance par la force du travail de ces habitants s'ajoute alors un profond sentiment d'injustice et d'abandon de la part des pouvoirs publics.

## La « grande claque » des années 80

Soupirant longuement, l'un des membres du groupe résume le sentiment collectif :

*« Après avoir constitué le poumon économique de la France depuis la fin du dix-neuvième siècle, après avoir très largement contribué à la reconstruction de l'économie française de l'après-guerre, après avoir travaillé à faire vivre tout le monde, nous n'étions finalement plus rien... »*

Cette perte du sentiment de reconnaissance sociale touche particulièrement les participants :

*« À cette époque, pour la plupart des habitants qui dépendaient de l'activité économique des grands sites industriels, le sens de l'activité individuelle dans la société se perd. Ne plus avoir de travail, c'était finalement ne plus exister. Pour la plupart de ces salariés, la souffrance morale et quelquefois la honte d'avoir perdu son emploi était manifeste. Les modalités du lien social qui s'étaient construites et développées au sein du monde ouvrier depuis le dix-neuvième siècle vont progressivement s'effiloche... »*

Cette situation, très douloureusement vécue dans le groupe au moment de son évocation, va contribuer à déstabiliser l'ensemble la population de l'arrondissement : *« La rationalisation économique, l'effondrement des traditions liées à la vie ouvrière conduisent à un malaise qui touche finalement tout le monde dans la région. C'est la grande claque des années 80 ! »* Un autre participant, cadre employé à la sous-préfecture de l'arrondissement, évoque la prise de conscience brutale de la paupérisation de la population :

*« Nous avons découvert la pauvreté qui s'était rapidement installée dans l'arrondissement. En 1989, nous pensions qu'il y aurait environ 5 000 Rmistes, mais ce sont en fait 10 000 Rmistes qui ont été déclarés<sup>8</sup>. Le nombre de bénéficiaires n'a cessé d'augmenter au fil des années et en 1996 il était de 36 000 pour une population d'environ 350 000 habitants. Le Revenu minimum a très bien marché, mais par contre, le I d'insertion ne marchait pas du tout, faute d'emplois disponibles... Le RMI nous a fait découvrir, je crois, la France sous un visage nouveau, celui de la pauvreté et de la précarité. C'est là qu'on a lancé une campagne, en même temps que le RMI, une campagne "pauvreté précarité".*

<sup>8</sup> L'allocation du RMI (revenu minimum d'insertion) entre en vigueur en décembre 1988 et sera remplacée par le RSA (revenu de solidarité active) en juin 2009.

*Pour empêcher les expulsions, on a fait les FSL<sup>9</sup>, c'était un pot commun dans lequel les caisses d'allocation familiale, les assurances maladie mettaient de l'argent qui servait à rembourser les loyers impayés pour éviter les expulsions. Il y a eu également la Commission de surendettement à la Banque de France. J'y ai siégé pendant des années à Valenciennes. C'était des gens surendettés à qui on essayait d'établir un échéancier de rétorsion de la dette. Bref, à cette époque, on a côtoyé de très près la misère, chose qu'on ne percevait pas avant le RMI. »*

À partir de la fin des années 80, pour tenter de répondre aux problèmes liés à la paupérisation de la population, l'État providence se porte au secours des habitants afin de restreindre les dégâts causés par les licenciements et l'installation d'un chômage de masse. Mais, alors que le passé se dérobe et que l'avenir n'est guère prometteur, la précarité économique domine la question sociale et la pauvreté s'installe dans le temps. Longtemps organisée autour du « clocher », le travail nécessite désormais de se déplacer au-delà d'un périmètre où le beffroi de la ville natale pouvait encore être vu. Lorsque l'on trouve un emploi, il faut parfois se déplacer au-delà de 80 kilomètres pour se rendre à son travail, ce qui entraîne une individualisation des déplacements jusqu'aux organisés par les entreprises : « *Les salariés se déplaçaient par tous les temps, avec leur mobylette, pour parcourir 60 à 80 km pour des salaires de misère ou de petits boulots précaires...* » Celles et ceux qui trouvent du travail s'éparpillent pour aller travailler dans d'autres arrondissements, alors que la vie sociale s'individualise de plus en plus. D'autres, potentiellement inemployables du fait de leur âge ou de leurs compétences trop spécifiques, s'estiment devenus « inutiles au monde » et se renferment sur eux-mêmes alors que les liens sociaux se fragilisent : « Il y a aujourd'hui des gosses qui n'ont jamais vu leur père aller travailler. Ce monde est devenu très individualiste et la solidarité existe de moins en moins... » Pour l'ensemble des membres du groupe, la vie sociale de l'arrondissement s'est profondément modifiée et le lien entre les individus s'est très largement délité. L'exemple des ducasses, lieux de fêtes populaires dans les villages et petites villes, est évoqué avec nostalgie :

<sup>9</sup> Fonds de solidarité logement.

*« Avant, on "faisait la ducasse". C'était à la fois l'occasion de se retrouver en famille et la possibilité de rencontrer les habitants, de rire, de bien manger. On oubliait collectivement les soucis pendant 24 ou 48 heures. Maintenant on ne se connaît plus dans les villages... »*

L'organisation du système sanitaire connaît également des transformations radicales. Les centres de soin des entreprises ayant progressivement disparu, les habitants s'adressent désormais au secteur public ou privé du système de santé. Plusieurs participants se disent outrés par les dépassements d'honoraires réguliers, le refus des médecins de se déplacer à domicile, les suppléments à payer pour une intervention, un examen, des soins dentaires, des lunettes à remplacer... L'un d'entre eux précise :

*« De nombreuse personnes ne peuvent plus se soigner actuellement et demandent à bénéficier de la CMU<sup>10</sup>. Mais le classement des demandes en fonction des priorités de ressources disponibles accentue la difficulté de se soigner dans certains milieux. Certains finissent aujourd'hui par renoncer aux soins dont ils auraient pourtant besoin. »*

En résumé, qu'il s'agisse des coutumes et valeurs liées au travail, aux échanges sociaux, aux loisirs, aux transports, aux soins, les personnes interrogées s'accordent toutes à souligner leur portée symbolique dans la vie quotidienne. La remise en cause profonde de ces valeurs, jusqu'alors collectivement partagées, génère de douloureux regrets pour les participants : *« Tout a changé. Le problème est que l'on reconstruit aujourd'hui sur un marais, et cela ne tient guère... »* En effet, malgré l'aide des fonds européens et un redémarrage fragile de l'économie locale dans les secteurs de l'automobile et du transport ferroviaire, la situation de l'emploi dans la région reste particulièrement fragile<sup>11</sup>, de sorte qu'une partie de la population locale semble adhérer massivement à la fatalité d'un destin funeste auquel ils ne pourraient finalement se soustraire et qui, selon certains participants, participe de la montée de l'extrême droite dans le Nord-Pas-de-Calais.<sup>12</sup>

<sup>10</sup>. Couverture maladie universelle.

<sup>11</sup>. Le taux de chômage en France métropolitaine s'élevait à 9,9 % de la population active en 2014. À la même période, ce taux atteignait près de 13 % dans le Nord-Pas-de-Calais et de près de 16,8 % dans l'arrondissement du Valenciennois.

<sup>12</sup>. Aux dernières élections européennes, le Front National a recueilli 35,15 %, alors qu'il recueillait 7,5 % des suffrages en 1999.

## Prendre en compte le « désenchantement du monde »

Face à ce constat quelque peu désespérant, il importe donc de prendre la mesure des effets individuels et collectifs de la transformation des modes de vie et des réseaux de sociabilité jusqu'alors fortement liés à une tradition locale. La population du Valenciennois a aujourd'hui parfois du mal à trouver sa place dans la société contemporaine alors que les acteurs de première ligne, tels les travailleurs sociaux, les soignants, les personnes chargées de l'accueil du public... sont soumis à des exigences administratives et organisationnelles qui complexifient le sens de leur travail et sa compréhension par les usagers<sup>13</sup>. Dans un contexte de mutations organisationnelles guidées par la rationalité instrumentale, le changement est souvent présenté comme le passage obligé en vue d'une performance et d'une efficacité accrue. Des transformations s'organisent donc en fonction de critères supposés logiques et pragmatiques (en particuliers gestionnaires et comptables), afin d'aboutir à la définition d'un ensemble de consignes supposées garantes de « bonnes pratiques ». Pour autant, sur le terrain, malgré la logique intrinsèque de telles orientations, il semble que le sens de ces mesures et du travail qui en découle ne soit désormais plus un allant de soi.

Les États providence européens sont nés à la charnière des deux derniers siècles, comme réponse, d'une part, à une double révolution, industrielle et démocratique, et, d'autre part, à la question sociale résultant de la tension entre l'égalité juridico-politique formelle et la réalité des inégalités socio-économiques réelles. « L'épuisement de l'État providence », pour reprendre l'expression de J. Habermas (1990), est aujourd'hui une réalité. Elle se traduit par un rapprochement des différents systèmes construits par les États, dont on peut rappeler simplement quelques traits : « activation » des dépenses dites passives, responsabilisation des ayants droits, financement par l'impôt, difficulté des équilibres financiers, marchandisation des services collectifs... Approfondir ce diagnostic nécessiterait de le confronter aux évolutions réelles des rapports sociaux au sein d'un capitalisme mondialisé et de leurs

<sup>13</sup>. Sans entrer dans de fastidieux détails, on évoquera ici les transformations générées par la loi du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale et la loi du 21 juillet 2009 dite « Hôpital, patients, santé et territoire ».

répercussions sur les modes de subjectivation. La figure de l'individu autonome entre en conflit avec les mécanismes de la solidarité et, pour reprendre les analyses de Marcel Gauchet (2003), conteste les institutions qui l'ont rendu libre. Les termes même de société et de solidarité deviennent obsolètes au profit de représentations affaiblies comme l'humanitaire ou le care. Les inégalités sociales deviennent illisibles en se fragmentant en différences individuelles, valorisées comme modèle culturel dominant d'être au monde, et parfois reprises dans des collectifs malléables et temporaires d'identifications tribales ou communautaristes. L'anonymat des forces auxquelles l'individu s'affronte, l'incertitude face à l'avenir, dont le « présentisme » stigmatisé par Taguieff (2000) est le symptôme, les métaphores creuses de la perte de sens ou de lien, produisent une sorte de rapport désespéré au politique comme capacité de construire quelque chose comme du commun, de la maîtrise, bref, ce qu'on appelait naguère, sinon une société, au moins du social, ou de l'être ensemble qui ait un sens pour chacun. Pour rendre compte de cette nouvelle conjoncture, de nouvelles catégories de la pensée apparaissent : la souffrance sociale, l'exclusion, montrant la dimension profondément subjective de la question sociale contemporaine. Face aux protections qui se défont, l'individu est appelé à donner de lui-même. Pas de secours sans contrepartie, pas de service sans argent, pas de reconnaissance sans réussite de soi-même.

Il nous semble que ce diagnostic du présent doit être approfondi. Dans ce programme de recherche, notre projet est de le faire en regardant la réalité « par en bas ». Plusieurs entrées sont possibles. L'entrée gestionnaire, puisqu'elle est aujourd'hui celle qui domine l'action politique, n'est pas sans intérêt. Outre qu'elle peut amener à une critique positive et constructive de l'impuissance hautement revendiquée par la plus grande partie de la classe politique, elle nous conduirait à prendre un peu au sérieux cette évolution au fil de l'eau qui nous conduit à un modèle des rapports humains que Peter Sloterdijk a décrit dans ses *Règles pour le parc humain* (2000). Cependant, une entrée plus féconde nous semble être celle que pointe Marcel Gauchet (2003) lorsqu'il met en tension, d'un côté, la figure de l'individu hyper moderne délié de ses appartenances, et, de l'autre, une immense aspiration au collectif dont les formes politiques restent encore inchoatives. Cette tension est le cœur de

la question sociale contemporaine. Nous voulons la regarder là où elle se joue, où elle se recherche, où s'élaborent les formules à venir destinées à remplacer les dispositifs en déclin de l'État social.

Néanmoins, outre un angle d'attaque, encore faut-il choisir un champ auquel il s'applique. La présente réflexion part d'une déliquescence observée et ressentie de la protection sociale et de l'intervention sanitaire et sociale auprès des usagers. Mais ce n'est pas sur la seule analyse de ce contexte que nous souhaitons porter le regard. Nous proposons de le décaler, et de regarder ce que pensent, ce que disent, ce que font les différentes catégories d'acteurs qui s'y trouvent confrontés : professionnels, gestionnaires, syndicalistes, acteurs politiques, « usagers »... C'est pourquoi partir de l'expérience, de la parole, des pratiques des acteurs nous semble essentiel. D'abord définir qui sont les acteurs. Reprendre la distinction féconde entre les épreuves subies ou ressenties et les enjeux qui les produisent et les structurent. Regarder les luttes sociales qui lient ceux qui « innovent » et ceux qui résistent. Ouvrir le champ des possibles. Examiner les risques, les impasses, les révolutions minuscules, les « sorties par le haut ». Bref, il s'agit de créer la distance nécessaire pour quitter le terrain de la pensée fataliste du « on ne peut pas faire autrement », des « lois du marché et de la compétitivité », et donc d'une forme de dogmatisme qui tend à faire de la politique une école d'apprentissage au renoncement. Au final, quelles nouvelles modalités de coopération et de solidarités fait naître la situation actuelle ? Quelles formes d'inventions collectives, voire de « résistance créatrice » se donnent aujourd'hui à voir et à entendre ?

Nous considérons qu'il s'agit d'une démarche qu'il faut conduire sans condescendance, avec l'humilité qui tempère l'analyse des déterminismes et avec l'attention à l'invention d'un corps social qui n'est pas (encore) inerte.

## Références bibliographiques

- AÏACH P., MARSEILLE, M. & THEIS, I. (2004). *Pourquoi ce lourd tribut payé au cancer : le cas exemplaire du Nord-Pas-de-Calais*. Rennes : Éditions ENSP.
- BRASSART, J. & NIEWIADOMSKI, C. (2008). Culture populaire et cancers des voies aéro-digestives supérieures dans le Valenciennois. In C. NIEWIADOMSKI & P. AÏACH (dir.). *Lutter contre les inégalités sociales de santé. Politiques publiques et pratiques professionnelles*. Rennes : Éditions EHESP.
- CAPDEVIELLE, J. & REY, H. (2012). *La mondialisation des inégalités*. Paris : Éditions du Seuil.
- CASTEL, R., CHAUVEL, L., MERLIE, D., NEVEU, L. & PIKETTY, T. (2013). *Les mutations de la société française. Les grandes questions économiques et sociales*. Paris : La Découverte.
- FRÉMOUTIER, J. (1971). *Renault, forteresse ouvrière*. Paris : Seuil.
- GAUCHET, M. (1985). *Le désenchantement du monde. Une histoire politique de la religion*. Paris : Gallimard.
- (2003). *La condition historique*. Paris : Stock.
- GAULEJAC, V. DE, MERCIER, A. (2012). *Manifeste pour sortir du mal-être au travail*. Paris : Desclée de Brouwer.
- HABERMAS, J. (1990). La crise de l'État-Providence et l'épuisement des énergies utopiques. In *Écrits politiques* (p. 105-126), Paris : Cerf.
- NIEWIADOMSKI, C. & DELORY MOMBERGER, C. (dir.) (2013). *Territoires contemporains de la recherche biographique*. Paris : Téraèdre
- RABIER, J.-C. (2002). *La remontée*. Lille : Éditions Septentrion.
- SLOTERDIJK, P. (2000). *Règles pour le parc humain*. Paris : Mille et une nuits.
- TAGUIEFF, P.-A. (2000). *L'effacement de l'avenir*. Paris : Galilée.